



Numéro 24

Novembre 2023

Devoir de mémoire

- **L'opposition honteuse du Canada à l'adoption d'une résolution claire de l'ONU contre la glorification du nazisme**
 - **Les demandes de retrait des monuments à la gloire des collaborateurs nazis se multiplient**

La conciliation officielle avec le nazisme est à l'origine des ovations à un collaborateur nazi au Parlement

- **Les centres de «recherche» universitaires et la falsification de l'histoire**
 - *Dr Dougal MacDonald* –
- **Le rapport de recherche de la Commission Deschênes souligne le prix élevé de l'anticommunisme**
 - *Anna Di Carlo* –

Promotion du mythe de l'Holodomor le 25 novembre

- **Le gouvernement Trudeau persévère dans sa falsification anticommuniste de l'histoire**

À titre d'information

- **Le mythe de la famine génocidaire en Ukraine**
 - *Dr John Puntis* –
- **Articles du professeur Mark Tauger**

Devoir de mémoire

L'opposition honteuse du Canada à l'adoption d'une résolution claire de l'ONU contre la glorification du nazisme

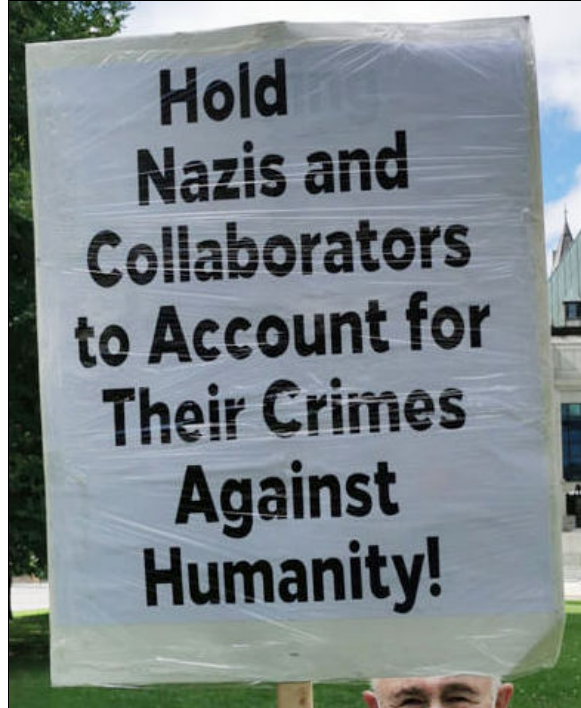
La présentation suivante a été faite par les Jeunes pour le renouveau démocratique à la réunion virtuelle organisée par le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) le 11 novembre sous le thème « Le devoir de mémoire du Canada ».

* * *

Le 3 novembre, pour la 18e année consécutive, l'ONU a voté une résolution intitulée « Lutte contre la glorification du nazisme, du néonazisme et d'autres pratiques qui contribuent à alimenter les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée ». La résolution était coparrainée par la Fédération russe et la République populaire de Chine.

Une fois de plus, le Canada, l'Ukraine, les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et d'autres pays de l'Union européenne ont voté contre. Malgré leur opposition, les Nations unies ont une nouvelle fois adopté la résolution par 112 voix contre 50, avec 14 abstentions. La résolution a donc été adoptée par la Troisième commission de l'Assemblée générale des Nations unies, qui traite des questions sociales, humanitaires et des droits de l'homme.

Une fois de plus, le Canada a fait tout son possible pour faire dérailler la résolution en s'appuyant sur la mentalité anticommuniste qui imprègne sa politique intérieure et étrangère depuis que les communistes soviétiques ont eu l'audace de renverser le pouvoir de la propriété privée en Russie en 1917 et d'établir le pouvoir soviétique. La déléguée du Canada a déclaré que la résolution était « problématique » parce qu'elle « ne reflète pas les formes contemporaines de racisme et n'abordait pas les questions relatives à la liberté d'expression ». Alors même que le monde entier se lève pour s'opposer à l'exemple le plus flagrant de racisme que constituent les attaques génocidaires d'Israël contre le peuple de Palestine, attaques qu'il soutient, le Canada continue de déclarer que sa définition du racisme est la bonne. C'est une façon indirecte de dire que toute opposition à Israël, au sionisme ou à l'occupation de la Palestine relève du racisme, de l'antisémitisme, de la promotion de la haine et du terrorisme et va à l'encontre des valeurs canadiennes. Alors même que le Canada réprime et persécute tous ceux qui ne répètent pas la ligne officielle de l'État canadien en faveur des crimes d'Israël, il continue de déclarer qu'il est le champion de la liberté d'expression. C'est à la fois arrogant et irrationnel. Il est plus que pathétique que le Canada trouve un mérite à s'élever contre la vague de notre humanité qui appelle les choses par leur nom et qui, du plus profond de son âme, déclare « Plus jamais ça ! ». Il s'élève contre le devoir de mémoire, qui est que les crimes de génocide, le nettoyage ethnique et les crimes contre l'humanité dont le monde a été témoin durant la Deuxième Guerre mondiale ne doivent jamais se répéter.



La prétention à la gloire du Canada dans le monde est de parader la supériorité coloniale de l'homme blanc qui a vu le jour dans l'Angleterre victorienne du XIXe siècle. C'était la proclamation des valeurs prétendument civilisées de la race maîtresse représentée par l'Empire britannique et le devoir envers le Roi et la Patrie. L'euphorie de la suprématie de l'empire britannique s'est éteinte avec le carnage de la Première Guerre mondiale, mais le Canada n'en continue pas moins de faire la promotion de ses valeurs au XXIe siècle. Avant la Première Guerre mondiale, la promotion des valeurs de l'empire atteignait des proportions légendaires au Canada. L'empire était considéré comme une force positive qui fixait les normes en matière de citoyenneté et d'immigration, de réussite des femmes, de tempérance, d'industrie, de suffrage et, bien sûr, de devoir. Les valeurs de l'empire servent à unifier l'empire et à assurer l'ordre dans les dominions du roi. Toutes les

perspectives se limitent à cela et aucune autre n'est considérée. Au contraire, les autres perspectives ont été interdites, dénigrées et persécutées.

Que le Canada cherche à réaliser la même chose sur la base des mêmes valeurs au XXI^e siècle est une cause perdue, et c'est ce que montre la vague actuelle de soutien à la Palestine. Il s'agit d'un véritable tournant dans l'histoire et nous devons tous veiller à ce qu'il favorise les peuples du monde. En ce sens, nous faisons tous partie de l'histoire et c'est vraiment important de s'en rappeler quand nous nous levons pour affronter chaque jour avec courage et conviction.

À l'ONU, la déléguée du Canada s'est ensuite jointe aux États-Unis pour s'opposer au texte de la résolution présentée par la Fédération de Russie parce que, selon eux, la Russie utilise le « néonazisme » comme prétexte pour justifier son agression territoriale illégale en Ukraine. Qualifiant la résolution russe de « faux narratif », ils ont dit qu'elle sape les véritables tentatives de lutte contre le néonazisme.

Dans ses remarques à l'appui de la résolution, le diplomate russe Grigory Lukyantsev a noté que des marches de néonazis et des processions aux flambeaux en l'honneur de ceux qui ont activement collaboré avec les nazis et ont été complices de leurs crimes ont lieu dans les rues de villes du centre de l'Europe. « Est-ce là la liberté d'expression que le Canada prétend défendre ? », a-t-il demandé.

La déléguée du Canada devrait expliquer en quoi l'élimination des néonazis, qui est un objectif déclaré de l'opération spéciale russe en Ukraine, est un « faux narratif », alors que l'entraînement militaire par le Canada d'organisations ouvertement néonazies comme Azov et d'autres en Ukraine, qui se proclament les héritiers du legs fasciste d'individus comme Stepan Bandera, vise l'idéal supérieur de garantir leur « liberté d'expression » !



Les agissements du Canada à l'ONU montrent que les ovations que le Parlement canadien a récemment accordées à un vétérinaire de la Waffen SS n'étaient pas une « erreur ».

L'Assemblée générale adopte cette résolution depuis 2005. La Russie a présenté la motion en disant que le monde est témoin, entre autres, de la montée de l'islamophobie, de la christianophobie et de l'antisémitisme. Elle note que certains pays ont commencé à faire la guerre aux monuments commémoratifs érigés à la gloire de ceux qui ont combattu le nazisme, ajoutant que « l'approbation de ce document n'est pas seulement notre devoir envers ceux qui ont créé l'ONU, c'est aussi notre devoir envers les générations futures ».

Dans sa version adoptée, la résolution invite l'Assemblée à s'alarmer de la propagation, dans de nombreuses régions du monde, de divers partis politiques, idéologies et groupes extrémistes à caractère raciste ou xénophobe, y compris les néonazis et les groupes de skinheads.

En outre, le texte prévoit que l'Assemblée générale condamne fermement les actes de glorification et de promotion du nazisme, comme l'exécution de graffitis et de peintures pronazis, notamment sur les monuments dédiés à la mémoire des victimes de la Deuxième Guerre mondiale. Le Canada, avec son monument à Ottawa dédié aux victimes du communisme, aurait certainement un problème à cet égard.

La résolution réaffirme également la condamnation par l'Assemblée générale de toutes formes de déni de l'Holocauste, ainsi que de toute manifestation d'intolérance religieuse ou de violence à l'égard de personnes ou de communautés en raison de leur appartenance ethnique ou de leurs croyances religieuses.

Plus tôt dans la journée, un amendement hostile a été proposé par l'Albanie, l'Australie, le Japon, le Guatemala, le Libéria, les Îles Marshall et la Macédoine du Nord. Cet amendement reprend l'argument du « faux narratif » avancé par les États-Unis et le Canada. Il accuse la Russie de vouloir « justifier » son « agression contre l'Ukraine » en invoquant l'élimination du néonazisme. L'amendement a été adopté par 66 voix contre 26, avec 67 abstentions.

Il convient de noter que même après avoir réussi à faire modifier la motion originale de cette façon, pour condamner la Russie, ceux qui ont voté pour l'amendement ont continué de s'opposer à l'adoption de la résolution dans son ensemble.

Cuba, en particulier, a interpellé ces pays en disant qu'aucun de ceux qui ont voté en faveur de l'amendement n'a voté en faveur du texte tel qu'il a été amendé. Le représentant de Cuba a déclaré que sa délégation n'était pas d'accord avec l'amendement.

La Malaisie a dénoncé la farce de ceux qui ont approuvé l'amendement, y compris Israël, comme étant les auteurs les plus flagrants de racisme et de xénophobie : « Un pays abuse d'un terme associé à une période sombre de l'histoire pour attaquer sans discernement une population entière, causant la mort de femmes et d'enfants pour la plupart. » Le délégué de la Malaisie a souligné que sa délégation s'était dissociée du paragraphe 4 contenant l'amendement parce qu'il déplaçait l'accent d'une résolution thématique vers une résolution visant des pays spécifiques.

Le représentant de la Chine a souligné qu'il s'agissait d'une résolution thématique par nature. La Chine a regretté l'imposition d'un contenu spécifique à un pays. Parlant du Japon, il a fait remarquer qu'il est ironique que parmi les auteurs de l'amendement se trouve un pays qui a falsifié l'histoire de la Deuxième Guerre mondiale en refusant d'admettre ses crimes de guerre, y compris des crimes massifs de violence sexuelle. La Chine, tout en votant en faveur de la résolution, s'est également désolidarisée de l'amendement.

De nombreux autres pays ont fait comme Cuba, dont la République populaire démocratique de Corée, l'Algérie, l'Égypte, la Syrie, le Sénégal, le Nigeria et d'autres. Ils ont voté en faveur de la motion condamnant la glorification du nazisme, même telle qu'amendée, tout en se dissociant de l'amendement hostile et provocateur.



En conclusion, alors qu'à l'échelle mondiale les choses semblent plus compliquées que jamais, elles deviennent en fait plus simples. La raison en est que les peuples du monde parlent en leur propre nom et réfutent les positions qui concordent avec les arguments avancés à l'origine par les hitlériens pendant la Deuxième Guerre mondiale. Les peuples du monde ont déjà rendu leur verdict sur les crimes des nazis à l'époque et ils ne tolèrent pas qu'ils se reproduisent aujourd'hui.



Les demandes de retrait des monuments à la gloire de collaborateurs nazis se multiplient



Le monument à la gloire de la 14e division Waffen-SS au cimetière St. Michael's d'Edmonton a été peint à la bombe en 2021. De plus en plus de voix s'élèvent pour réclamer le retrait de ces monuments.

Il y a plus de six ans, en octobre 2017, l'ambassade de Russie publiait sur son compte Twitter : « Il y a des monuments aux collaborateurs nazis au Canada et personne ne fait rien à ce sujet. » Immédiatement, différents journaux ont déclaré que ce tweet était un exemple de l'utilisation de la désinformation par la Russie pour s'ingérer dans les affaires politiques du Canada. Par exemple, un article du *National Post* du 25 octobre 2017 au sujet du tweet russe disait : « Certains experts accusent l'ambassade de Russie de semer intentionnellement la discorde et la division, dans le cadre d'une stratégie plus large visant à perturber le processus politique dans les démocraties occidentales. »

Lubomyr Luciuk, professeur au Collège militaire royal du Canada, avait déclaré au *National Post* : « Nous avons un pays étranger dont les diplomates officiels s'immiscent dans la vie du Canada en essayant de provoquer des dissensions ethniques. » Il a ajouté que « tout cela est basé sur des fausses nouvelles ou de la mésinformation, de la désinformation qui a pour but de causer des problèmes. Ce sont des idioties répétées dans des vestiaires, ce sont des murmures, ce n'est pas crédible et pourtant il y a manifestement un intérêt. »

Mais les faits sont têtus. Les Canadiennes et les Canadiens n'ont jamais soutenu ces monuments à la gloire de nazis et de leurs collaborateurs. Comme le gouvernement fédéral s'obstinait à financer un monument à Ottawa glorifiant ces personnes au nom de l'honneur du Canada en tant que terre de refuge pour les victimes du communisme, ils ont tiré leurs propres conclusions. Les demandes d'enlever les monuments nazis ont rapidement commencé à prendre de l'ampleur. En novembre 2019, par exemple, *Alberta Jewish News* citait Paula Kirman, réalisatrice et journaliste d'Edmonton, qui donnait son avis sur le monument érigé à la mémoire de Roman Shukhevych au Centre de la jeunesse ukrainienne (UYC) de sa ville. « Je n'ai appris l'existence de la statue qu'il y a deux ans, a déclaré Kirman. En tant que résidente juive d'Edmonton, c'est très déconcertant et, idéalement, je pense qu'elle devrait être enlevée. » « À tout le moins, [l'UYC devrait] reconnaître publiquement que Shukhevych était un collaborateur nazi qui a pris part à un génocide, et apposer une plaque

expliquant son rôle dans l'Holocauste afin que toute personne qui la voit apprenne la vérité », a-t-elle ajouté.

En juin-juillet 2020, le monument aux collaborateurs nazis d'Oakville a fait parler de lui lorsque les mots « monument de guerre nazi » ont été peints dessus. Le monument, situé au cimetière de St. Volodymyr, rend hommage à l'Organisation des nationalistes ukrainiens, dans la 14e division de grenadiers volontaires de la Waffen-SS (la division Galicie), la même division à laquelle appartenait Yaroslav Hunka.



À gauche : Le mémorial aux collaborateurs nazis de la 1ère division ukrainienne de l'Armée nationale ukrainienne dans le cimetière ukrainien de St. Volodymyr à Oakville, Ontario, est peint à la bombe, 13 octobre 2023. À droite : Le mémorial a déjà été peint avec les mots « monument de guerre nazi » en juillet 2020.

Particulièrement controversé, l'incident a été qualifié de « crime haineux » par la police régionale de Halton, qui a finalement dû se rétracter face au tollé général. Dans un communiqué daté du 17 juillet 2020, la police a déclaré : « Les informations initiales recueillies par les enquêteurs indiquaient que les graffitis pouvaient être motivés par la haine et viser le groupe identifiable des Ukrainiens en général, ou les membres ukrainiens de ce centre culturel. À aucun moment, [nous] n'avons considéré que le groupe identifiable visé par le graffiti était nazi. Nous regrettons tout préjudice causé par des informations erronées suggérant que le service de police soutient le nazisme de quelque manière que ce soit ». Plus tard, la police s'est sentie obligée de réitérer que les nazis ne sont pas un « groupe identifiable », protégé par la *Charte des droits et libertés*.

Le 10 août 2020, *Insidehalton.com* a publié un article intitulé : « 'Disgusted' : Oakville cemetery facing calls to remove what's being called a Nazi monument » (« Dégoutés : Le cimetière d'Oakville fait face aux appels à enlever ce qui est qualifié de monument aux nazis »). Soulignant que le monument rend hommage à un groupe qui « a combattu avec les Allemands contre l'Union soviétique pendant la Deuxième Guerre mondiale, et qui était composé principalement de volontaires ukrainiens », l'article rapporte que « l'incident [la peinture sur le monument] a provoqué une explosion sur les réseaux sociaux, de nombreuses personnes se demandaient pourquoi Oakville abrite un monument honorant ceux qui ont combattu avec les nazis. »

Une lettre de protestation adressée par un résident d'Oakville à plusieurs responsables politiques est citée : « Je suis absolument consterné, déçu et franchement dégoûté que non seulement ce

monument ait été autorisé à être érigé, mais qu'il soit encore autorisé à rester debout. Cela va à l'encontre de tout ce que le Canada, l'Ontario et Oakville incarnent. Je vous demande instamment de réparer ce tort et de le faire correctement. En autorisant ce monument dans notre communauté, vous dites que le fascisme et l'antisémitisme sont acceptables. »

Des hommes politiques se sont exprimés publiquement pour s'opposer au monument. « Le maire d'Oakville et président du conseil de police de Halton, Rob Burton, a fait une déclaration au sujet du monument, affirmant qu'il l'enlèverait s'il le pouvait. Le maire a déclaré à *Insidehalton.com* : « Malheureusement, les municipalités n'ont aucun rôle à jouer dans la réglementation du contenu des cimetières privés. »

La députée libérale d'Oakville-Nord-Burlington, Pam Damoff, estime que « le monument rend hommage à ceux qui ont combattu pour les nazis et n'a pas sa place dans la communauté ou dans ce pays. Bien que je comprenne que le gouvernement fédéral ne dispose d'aucun mécanisme juridique pour retirer ce monument, je fais le suivi pour voir si nous avons un recours, a-t-elle affiché sur les réseaux sociaux. J'encourage vivement le cimetière privé à revoir ses politiques et à retirer ce monument. »

La députée provinciale d'Oakville North-Burlington, Effie Triantafilopoulos, s'est également prononcée contre le monument. Elle a fait remarquer que « la loi sur les services funéraires, d'inhumation et de crémation régit les cimetières en Ontario et ne donne pas à la province le pouvoir d'ordonner l'enlèvement des monuments des cimetières privés. »

Le directeur du Congrès ukrainien du Canada, Ihor Michalchyshyn, a déclaré à *Insidehalton.com* que « les Ukrainiens de la 14e division SS ne se battaient pas tant pour les nazis que contre l'Union soviétique. »

Insidehalton.com a également interrogé un membre du conseil d'administration du cimetière ukrainien de St. Volodymyr, qui a déclaré que bien que le monument se trouve sur la propriété du cimetière, le conseil d'administration n'a « aucun lien avec lui au-delà de cela ». « Le cimetière n'est pas propriétaire du monument, qui a été acheté par des anciens combattants de la division et érigé en 1988. Ces anciens combattants sont tous décédés depuis », a rapporté la publication.

Yaroslav Hunka, l'un des anciens combattants, est en fait toujours en vie, comme le monde entier l'a découvert lors de l'ovation du parlement qui lui a été réservée le 22 septembre. Une fois de plus, les demandes d'enlever les monuments aux collaborateurs nazis dans tout le pays ont été relancées.

EDMONTON

Manifestation pour le retrait des monuments qui glorifient les nazis et leurs collaborateurs

25 novembre – 11 h

Avenue Whyte (82e Ave.) et 112e St.

Non à la falsification de l'histoire pour justifier les crimes en cours !

Non à la glorification des criminels de guerre et des collaborateurs nazis !

Organisé par le Comité de l'Alberta du PCC(M-L) ; le Comité d'Edmonton contre la guerre et le racisme ; Women for Rights and Empowerment.





La conciliation officielle avec le nazisme est à l'origine des ovations à un collaborateur nazi au Parlement

Les centres de « recherche » universitaires et la falsification de l'histoire

– Dr Dougal MacDonald –

En 1845, dans son grand oeuvre, *L'idéologie allemande*, Karl Marx affirme : « Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance *matérielle* dominante de la société est aussi la puissance dominante *spirituelle*. » Clairement, dans la société capitaliste, la source et la base des idées de la classe dirigeante est l'université. En principe, dans une démocratie libérale, l'université est un endroit où il y a un choc des idées et où différents points de vue sont discutés sur la base de raisonnements et de preuves, menant inexorablement les divers chercheurs sur la voie de la vérité. Ensuite, cette vérité est disséminée parmi les masses.

Cela étant dit, il est important de noter que, comme l'a amplement démontré la recherche extensive du Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste), les réactionnaires ukrainiens tels que l'ancien chancelier de l'Université de l'Alberta et ancien membre de la 14e Waffen SS Galicie, Peter Savaryn, ont créé des soi-disant centres de recherche au sein même d'universités comme l'Université de l'Alberta, qui semblent contribuer à la falsification de l'histoire. Leur objectif ne semble pas être de découvrir l'histoire, comme ils le prétendent, mais de la créer. Et ils la créent de sorte qu'elle soit favorable à leur cause, à ce qu'elle colporte leur version de l'histoire, qu'elle supprime toute opposition à leurs tentatives de faire partie de l'élite intellectuelle dirigeante, et qu'elle prépare la prochaine génération à embrasser leurs idées et leurs causes réactionnaires. Cela n'a évidemment rien à voir avec poursuivre la vérité.



Existe-t-il des précédents historiques pour cela ? Certainement. À la veille de la Deuxième Guerre mondiale, l'Allemagne a eu recours aux universités dans des pays tels que les États-Unis pour qu'elles servent de centres pour prêcher en faveur du Troisième Reich. Les plus impliqués étaient les départements de la langue allemande. Les universités à cette époque exerçaient une influence sur l'opinion publique et des universitaires renommés tel que le président de l'Université de Harvard James Conant (qui serait plus tard assigné au Haut-Commissariat de l'Allemagne) ont refusé d'adopter une position de principe contre le régime de Hitler, choisissant plutôt de lui rendre hommage. Plusieurs universitaires, ayant visité l'Allemagne, en sont revenus la couvrant d'éloges. Les étudiants et les professeurs qui remettaient en cause ou s'opposaient à l'image à l'eau de rose de l'Allemagne nazie entretenue par ses agents en subissaient les contrecoups sous forme d'expulsions et de congédiements.

Les centres universitaires tels que l'Institut canadien des études ukrainiennes (CIUS) semblent avoir le même objectif de propagande que leurs prédécesseurs qui font la promotion de l'Allemagne

nazie. Deux des principales falsifications dont ils font constamment la promotion sont, premièrement, le mythe maintes fois réfuté du soi-disant Holodomor au début des années 1930 et comment il s'agissait d'un programme délibéré de l'Union soviétique pour commettre le génocide contre le peuple ukrainien en le privant délibérément de nourriture[1], et, deuxièmement, le mythe voulant que des groupes de combat de la Deuxième Guerre mondiale tels que la Waffen SS n'étaient pas des bandes sanguinaires de collaborateurs nazis répondant au commandement de Himmler, mais des combattants de la liberté cherchant à réaliser l'indépendance de l'Ukraine. Le fait qu'en cours de route ces combattants de la liberté ont commis des atrocités contre plusieurs peuples comme les Russes, les Juifs, les Polonais, les Roms, les Ukrainiens et d'autres n'est, selon eux, qu'une question de dommage collatéral. Un exemple de cela est le massacre de 500 à 1500 femmes et enfants polonais dans le village de Huta Pieniacka le 28 février 1944.

Tout débat raisonnable ne change rien à la façon de penser de ces propagandistes ukrainiens. Un article du 7 novembre dans le quotidien *The Ottawa Citizen*, intitulé : « Un événement pour discuter de la Waffen SS est annulé : des professeurs dénoncent les tentatives d'absoudre les nazis[2] », affirme que « l'Université de l'Alberta a organisé un certain nombre de discussions en ligne depuis que Yaroslav Hunka a reçu deux ovations à la Chambre des communes. Des orateurs pro-ukrainiens à ces événements ont prétendu que l'unité de Hunka, la 14^e Waffen SS Galicie, n'était pas impliquée dans des crimes de guerre et que de telles accusations sont de la désinformation russe. Mais lorsqu'une autre discussion en ligne a été prévue le jour du Sabbat juif, le 14 octobre, une fois de plus organisée par l'Institut canadienne des études ukrainiennes de l'université, certains professeurs ont porté plainte à l'administration de l'université, soulevant que le CIUS tentait d'absoudre des collaborateurs nazis et des crimes de guerre. »

Dans l'article du *Ottawa Citizen*, on cite la docteure Karyn Ball, une professeure de l'Université de l'Alberta et une experte de l'Holocauste, qui dit : « Je ne comprends pas. C'est le monde à l'envers. Les gens ici admirent la Waffen SS et pensent que ça ne pose pas de problème. Les gens de mon université ne semblent pas gênés d'avoir un groupe qui disculpe la Waffen SS et fait du blanchiment d'argent depuis plusieurs années déjà. » Curieusement, le *Edmonton Journal*, propriété du même réseau de quotidiens que le *Ottawa Citizen* – Post-Media basé aux États-Unis – n'a pas publié cet article. Il faudra à un moment donné regarder cela de plus près. L'université albertaine Athabasca, spécialisée en formation à distance, cependant, a fait preuve de diligence raisonnable en publiant deux fois le lien à l'article dans son analyse des médias, qui est envoyée à tous ses employés.

Un article du récent *Supplément du LML* numéro 18 dresse une liste de plusieurs dotations mentionnées par la docteure Ball. La pression augmente pour qu'on mette fin à de telles dotations, comme cela s'est fait le 27 septembre pour la dotation de Yaroslav Hunka. Évidemment, la moindre des choses serait de s'excuser d'avoir retenu les services de Peter Savaryn en tant que chancelier. Un ancien doctorant a exprimé son dégoût ainsi sur les médias sociaux : « Dire que c'est cet homme qui a posé un mortier sur ma tête lors de la remise des diplômes. » En outre, de plus en plus de gens appellent à la fermeture des « centres de recherche » comme le CIUS de Savaryn et à examiner à fond le rôle que la publication de leur recherche a pu jouer à propager la falsification de l'histoire. Chose certaine, leur refus de remettre en cause leurs convictions fondamentales lorsqu'elles sont rejetées par des preuves irréfutables est contraire à la science et ternit la prestigieuse devise de l'Université de l'Alberta : « Toutes les choses qui sont vraies »[3].

Notes

1. Le mythe du Holodomor a été démasqué par les témoignages de personnalités éminentes comme le journaliste du *New York Times* Walter Duranty, le dramaturge George Bernard Shaw; à l'enquête approfondie de Douglas Tottle telle que publiée en 1986 dans son livre *Fraud, Famine and Fascism*; à l'absence de toute documentation confirmant qu'il y aurait eu un « complot soviétique »; et par l'explication basée sur les conditions climatiques de l'époque telle que défendue par l'historien américain, le professeur Mark Tauger.

2. « Event to discuss the Waffen SS cancelled after U of A professors complain about Nazi whitewashing », David Pugliese, *Ottawa Citizen*, 7 novembre 2023

3. Philippiens 4:8 : « Enfin, frères et sœurs, portez vos pensées sur tout ce qui est vrai, tout ce qui est honorable, tout ce qui est juste, tout ce qui est pur, tout ce qui est digne d'être aimé, tout ce qui mérite l'approbation, ce qui est synonyme de qualité morale et ce qui est digne de louange. »



Le rapport de recherche de la Commission Deschênes souligne le prix élevé de l'anticommunisme

– Anna Di Carlo –



Manifestation en 1997 contre la présence de criminels de guerre nazis au Canada. En 1997, le gouvernement du Canada a reconnu avoir admis 2000 membres de la 14e division Waffen-SS ukrainienne, la division Galicie.

L'ovation du 22 septembre pour le collaborateur nazi ukrainien Yaroslav Hunka au Parlement est le produit de plus d'un siècle d'anticommunisme persistant, refermé sur lui-même et maintenant enraciné dans l'élite dirigeante du Canada. Les impérialistes anglo-américains ont été à la tête du développement de cette conception du monde depuis l'époque de la Grande Révolution socialiste d'Octobre et de la montée du mouvement communiste et ouvrier au Canada. Elle se fonde en partie sur l'affirmation quasi-biblique que l'opposition à la propriété privée est un péché et, à ce titre, elle défend l'ordre constitutionnel du Canada non seulement sur le plan politique, mais aussi en termes de valeurs canadiennes.

Cette conception du monde a été délibérément transmise d'un Parlement à l'autre, au point où elle est devenue une politique officielle incontestée au sein de toutes les institutions de l'État. Cela confère à tous ceux qui entrent en fonction une profonde ignorance, car on leur apprend à ne jamais remettre en question la politique qu'ils jurent de défendre. Cela exerce également une pression sur l'ensemble de la société à un moment où l'accaparement des affaires politiques par les pouvoirs de police pose des dangers de plus en plus grands pour les droits du peuple.

C'est pourquoi les élites dirigeantes cherchent des excuses lorsqu'elles sont prises en train d'ovationner des gens comme Yaroslav Hunka au Parlement. Il est difficile de voir comment ceux qui l'ont ovationné, à deux reprises, vont réussir à se justifier quand c'est toute leur conception du monde qui est anticomuniste. Leur refus de moderniser le système politique du Canada les mène à trouver des prétextes pour justifier l'expansion du gouvernement des pouvoirs de police et à poursuivre la répression et la persécution de ceux qui veulent affirmer les droits du peuple, qui s'opposent à la guerre et à l'agression, qui veulent se donner un pouvoir politique et ainsi de suite. Depuis au moins 2016, avec le soutien de tous les partis cartellisés, le gouvernement a préparé le terrain pour faire passer toutes les causes du peuple comme une subversion par une influence étrangère dans les affaires politiques du Canada.

Malgré cela, l'ovation accordée à Yaroslav Hunka a relancé la demande d'éliminer les monuments commémoratifs au Canada qui glorifient des collaborateurs nazis et des criminels de guerre. De plus, différentes organisations ont exigé que le gouvernement rende compte de l'étendue de l'asile donné aux collaborateurs nazis au Canada après la Deuxième Guerre mondiale, notamment en rendant public le rapport complet de la Commission Deschênes de 1986 (officiellement appelée Commission d'enquête sur les criminels de guerre au Canada). Le ministre de l'Immigration, Marc Miller, a tenté d'enlever l'initiative à ces organisations en demandant un rapport « moins caviardé ». Le 27 septembre, il a déclaré que des représentants du gouvernement envisageaient de déclassifier certaines parties du rapport de la commission Deschênes afin de le rendre public sous une forme « moins caviardée ». Il a dit : « Le Canada a une histoire très sombre avec les nazis au Canada. [...] Il y a eu un moment dans notre histoire où il était plus facile d'entrer au Canada en tant que nazi qu'en tant que juif. Je pense que c'est une histoire que nous devons réconcilier. » Il a dit avoir lu deux fois le rapport public de 256 pages de la Commission Deschênes depuis l'ovation du 22 septembre, ajoutant que, ne sachant pas ce que contiennent les documents classifiés du rapport, il ne peut pas encore dire s'il est favorable à leur publication intégrale, mais que le gouvernement « pourrait réexaminer la question [la publication des documents] ».

La Commission Deschênes a été créée en février 1985 « pour enquêter sur la question des criminels de guerre présumés au Canada ». Elle comprenait deux parties, la partie I destinée à être publiée et la partie II « destinée à rester confidentielle », comme l'a dit le commissaire lors de sa présentation au gouvernement en décembre 1986.

L'un des documents connexes qui ont été rendus publics à la suite d'une demande en vertu de la *Loi sur l'accès à l'information* est un document de recherche produit par Alti Rodal en septembre 1986. Il s'agit d'un rapport de 617 pages lourdement caviardé intitulé *Nazi War Criminals in Canada : The Historical and Policy Setting from the 1940's to the Present* (Les criminels de guerre nazis au Canada : contexte historique et politique des années 1940 à nos jours). Sa lecture est instructive, car elle permet d'évaluer la conception du monde et l'intention anticomunistes qui ont présidé à l'enquête du gouvernement du Canada et de comprendre pourquoi les résultats obtenus ont permis à la grande majorité des nazis et des collaborateurs nazis qui ont cherché refuge au Canada de s'en tirer à bon compte.

Alti Rodal écrit que l'objectif de son étude était de « fournir un compte rendu précis et relativement détaillé, à partir des archives, des politiques du gouvernement en matière d'immigration, de personnes déplacées/réfugiées et de criminels de guerre, ainsi que du cadre et de l'évolution de ces politiques depuis la Deuxième Guerre mondiale, afin de permettre une meilleure compréhension de la situation actuelle en ce qui concerne les criminels de guerre ». Elle affirme : « Le dossier historique est essentiel à la compréhension et, dans une certaine mesure, à la catharsis. » La création de la Commission Deschênes, dit-elle, « a offert une occasion, qui ne se répétera probablement pas, d'aborder certaines des questions importantes d'une période formatrice de l'histoire du Canada, une période qui vient de s'écouler mais qui continue à jeter une ombre sur la génération actuelle et les générations futures ».

Plus de 35 ans plus tard, de nombreux Canadiens ajouteraient que l'ombre dont parlait Alti Rodal, qui continue de planer « sur la génération actuelle et les générations futures », loin de s'éclaircir, devient plus sombre et plus inquiétante que jamais.

À première vue, un aspect particulièrement accablant de la recherche d'Alti Rodal est la façon dont elle démonte les tentatives du premier ministre Justin Trudeau, de la vice-première ministre Chrystia Freeland et d'une foule d'autres personnes de faire croire que toute cette histoire est une concoction des Russes. C'est le cas, même si différentes personnalités qui demandaient l'admission des collaborateurs nazis ont affirmé à l'époque que l'Union soviétique qualifiait injustement ces collaborateurs de criminels de guerre potentiels.

Dans cette optique, le rapport Rodal souligne l'intégration des apologistes et collaborateurs nazis dans les institutions et organisations canadiennes mises en place pour gérer l'immigration au Canada des personnes déplacées après la Deuxième Guerre mondiale, ainsi que le rôle primordial joué par l'anticommunisme dans les manœuvres pour faire entrer des collaborateurs nazis au Canada.

Le rôle joué par Alfred Valdmanis en est un exemple. Avant de venir au Canada en 1949, Valdmanis a été l'assistant spécial du président de la Reichsbank, Hjalmar Schacht, et est devenu ministre des Finances de la Lettonie sous le gouvernement pronazi d'Ulmanis, où il a aidé à déporter des juifs dans des camps de concentration et à former la Waffen SS lettone commandée par les nazis pour lutter contre l'Union soviétique. Alfred Valdmanis s'est établi au Canada en 1949 et est devenu conseiller du ministère canadien de l'Immigration, à quel titre il a demandé que 20 000 membres de la Waffen SS soient admis au Canada. En 1950, il est devenu directeur général du développement économique de Terre-Neuve, où il a négocié un certain nombre de projets économiques avec des monopoles allemands qui avaient soutenu les nazis, comme Krupp et Hoechst. En 1951, il a été accusé d'être un criminel de guerre, mais il a nié les accusations et n'a jamais été arrêté ou jugé pour crimes de guerre.

Le rapport Rodal comprend une section intitulée « L'histoire de Valdmanis » qui raconte comment « dans une longue présentation à la commission sénatoriale permanente [sur l'immigration] en avril 1949, Valdmanis [...] a plaidé en faveur de l'immigration au Canada de Baltes anticommunistes, et en particulier des membres baltes de la Waffen-SS, qui ont été réhabilités et libérés en décembre 1945 et janvier 1946, parce que, explique-t-elle, ils n'avaient rien à voir avec la SS ».

Il s'agit d'extraits des audiences sénatoriales du 27 avril 1949 au cours desquelles Alfred Valdmanis a plaidé en faveur de l'admission de collaborateurs nazis. Il a commencé par une brève biographie : « Je suis letton et toujours citoyen de ce pays [...] Mon ancien poste en Lettonie était celui de membre du gouvernement de ce pays. J'ai occupé mon poste au gouvernement jusqu'à ce que la Russie soviétique prenne le contrôle des pays baltes et j'ai fait partie des prisonniers russes. Bien sûr, la première chose que ce pays a faite après avoir écrasé les pays baltes a été d'emprisonner l'ancien gouvernement. » Il poursuit : « Les plus jeunes du gouvernement ont été détenus pour un procès spécial. Comme vous vous en souvenez, lorsque la guerre russo-allemande a éclaté, les Allemands ont conquis les pays baltes. La population de la Lettonie et de la Lituanie s'est levée en huit ou neuf jours pour faire face à la situation, puis les Allemands ont pris le pouvoir. Les Allemands ont libéré ceux que les Russes avaient fait prisonniers politiques, dont il se trouve que je faisais partie. »

Le sénateur Turgeon a demandé : « Vous avez été libérés par les Allemands pendant leur occupation ? »

Le Dr Valdmanis a répondu : « Oui. C'est en juillet 1941 que j'ai été libéré par les Allemands quand ils ont pris le contrôle de la Lettonie et de tous les pays baltes. Nous pensions que la libération signifiait une véritable restauration de l'indépendance et de la liberté. En fait, lorsque le maréchal Von Kuchler, le commandant allemand du front de l'Est, a fait sa proclamation, nous avons compris

qu'il agissait au nom d'Hitler. Il a annoncé que l'armée allemande venait en libératrice. À cause de cette annonce, la population des pays baltes s'est soulevée contre les Russes. C'est un fait que certains groupes de réfugiés baltes sont qualifiés à tort de 'SS baltes'. À mon avis, ces personnes seraient les meilleurs immigrants pour un pays comme le Canada. »

Alfred Valdmanis poursuit en disant qu'il a besoin d'expliquer aux sénateurs « la situation dans les pays baltes ». « Vous m'excuserez d'utiliser cette expression, mais de 97 à 99 personnes sur 100 ont dit que si le diable revenait de l'enfer pour chasser les Russes, il serait le bienvenu. Ainsi, en juin 1941, un homme s'est levé et a ordonné à son armée d'envahir la Russie soviétique, cet homme était Hitler. Ses armées sont accueillies dans les pays baltes comme des libérateurs, en particulier après que le maréchal Von Kuchler a annoncé qu'elles étaient une armée libératrice. »

Alfred Valdmanis explique aux sénateurs que la population s'est rapidement rendu compte que « les Allemands ne les avaient pas réellement libérés et ne leur avaient pas rendu leur liberté. [...] Nous étions entre les Russes et les Allemands. »

Alti Rodal dit dans son rapport que « l'intérêt pour [l'histoire de Valdmanis] dans ce rapport concerne le rôle important qu'il a joué dans la réinstallation des réfugiés/personnes déplacées à la fois avec l'Organisation internationale pour les réfugiés en Europe et plus tard à Ottawa, ainsi que l'impact qu'il aurait eu sur la perception du public canadien des personnes déplacées/réfugiés ».

Par la suite, Alfred Valdmanis a déclaré aux sénateurs : « En 1945, après l'effondrement de l'Allemagne, j'ai rejoint pendant une courte période le personnel du maréchal [britannique] Montgomery et j'ai travaillé sur des questions concernant les prisonniers de guerre. Ce travail m'intéressait particulièrement, car parmi ces prisonniers de guerre aux mains des Anglais se trouvaient quelque 20 000 jeunes gens baltes, les soi-disant Waffen SS baltes.

« Lorsque cette question a été résolue, le chef d'état-major du maréchal Montgomery a reconnu que ces hommes n'avaient pas été des SS et n'avaient rien à voir avec les SS, et en janvier 1946, ils ont été libérés des camps de prisonniers de guerre allemands et sont devenus de véritables réfugiés et personnes déplacées. J'ai ensuite rejoint l'état-major du général Eisenhower, puis celui du général McNary et, enfin, celui du général Clay, par l'intermédiaire du maréchal Alexander [...] Plus tard, je suis passé au quartier général américain et j'ai été rattaché à la division des affaires civiles du quartier général du commandement européen des forces américaines, en tant que conseiller pour les questions relatives aux réfugiés et aux personnes déplacées. En septembre 1947, à l'instigation de l'armée américaine, je me suis rendu à Genève pour devenir un cadre supérieur de l'Organisation internationale des réfugiés. »

Parlant de la réglementation canadienne concernant l'admission des SS Waffen telle qu'elle existait à l'époque, le sénateur Wood a demandé à Alfred Valdmanis : « Nous ne les admettons pas ici ? »

Dr Valdmanis : « Non, vous ne les admettez pas. »

Sénateur Wood : « Vous essayez de nous vendre l'idée que nous devrions les admettre, est-ce votre idée ? »

Dr Valdmanis : « Oui, je crois que ces gens sont ceux que vous voulez du point de vue de la politique d'immigration canadienne. Ils sont presque tous célibataires, jeunes et physiquement forts. Ils sont fortement anticommunistes, d'autant plus qu'ils ne peuvent pas retourner dans leur pays parce qu'ils ont combattu les Russes et qu'ils savent comment ceux-ci les traiteraient. [...] Honorables sénateurs, si je peux parler au nom de ces réfugiés et personnes déplacées, je tiens à dire qu'un grand nombre d'entre eux feraient d'excellents citoyens dans votre pays. »

Alti Rodal écrit que Valdmanis était « une cause célèbre » et son profil « gardait les immigrants d'Europe de l'Est sous les yeux du public ». Son rapport parle de l'opposition à Alfred Valdmanis à

l'époque : « La presse ethnique polonaise procommuniste a répondu à la présentation de Valdmanis devant le comité sénatorial avec un article affirmant qu'en tant qu'ancien conseiller du président de la Banque d'Allemagne en temps de guerre, Alfred Valdmanis était infecté par le nazisme. »

Alti Rodal écrit que « le comité sénatorial a entendu deux groupes de voix opposées en ce qui concerne les personnes déplacées ukrainiennes. Les porte-paroles ukrainiens et polonais pro-soviétiques ont réitéré la position soviétique selon laquelle les personnes déplacées en Allemagne étaient soit des criminels de guerre ou des collaborateurs, soit des personnes libres de retourner dans leur pays d'origine. Ils critiquent la politique canadienne de préférence ethnique, qui substitue l'immigration de personnes d'une certaine origine religieuse ou politique à une politique d'immigration générale fondée sur les besoins et les perspectives du Canada. 'Nous estimons que ce type d'immigration sélective' est contraire aux traditions démocratiques du Canada et que, dans la mesure où il sert à masquer l'arrivée au Canada des vestiges pronazis en Europe, il est subversif et présente des dangers pour la démocratie et la sécurité du Canada.' »

Voici quelques-unes des conclusions tirées par Alti Rodal dans le résumé de ses recherches :

« Des considérations liées à la guerre froide ont conditionné l'approche des Alliés occidentaux dans les années qui ont suivi la guerre en ce qui concerne les collaborateurs nazis des pays d'Europe de l'Est. En conséquence, nombre d'entre eux ont pu échapper au contrôle et/ou à l'arrestation, soit en raison de l'absence de documentation et d'informations à leur sujet, soit parce que, en tant qu'anticommunistes, ils suscitaient la sympathie de l'Occident.

« Comme aux États-Unis et en Grande-Bretagne, la passion avec laquelle ces personnes professaient un sentiment anticommuniste a été un élément déterminant de la politique et des attitudes, en particulier dans les années 1950, à l'égard des collaborateurs nazis originaires de pays qui, après la guerre, étaient dirigés par des régimes communistes.

« Les anciens collaborateurs nazis qui ont créé au Canada des organisations ou des filiales d'anciens combattants [...] semblent avoir conservé une version atténuée des éléments fascistes et racistes qui caractérisaient leurs idéologies et leurs actions pendant les années de guerre. À l'occasion, ces éléments se manifestent dans les publications en langue étrangère de ces organisations. Dans l'atmosphère canadienne, cependant, leur présentation est généralement celle d'un anticommunisme borné. »

Le travail effectué a permis d'exposer à quel point la lie du nazisme d'après la Deuxième Guerre mondiale a été introduite au Canada et comment elle a servi de soutien à l'intégration du Canada dans l'appareil de guerre de l'OTAN et, à cet égard, les liens mis en évidence montrent que cet anticommunisme est au cœur de nombreux dangers auxquels sont confrontés les Canadiennes et les Canadiens. Le Parti marxiste-léniniste du Canada invite toute personne intéressée à se joindre à participer à ce projet.



Promotion du mythe de l'Holodomor le 25 novembre

Le gouvernement Trudeau persévère dans sa falsification anticommuniste de l'histoire

Cette année, le gouvernement du Canada fera sans doute encore une fois la promotion du mythe de l'Holodomor à propos d'une famine provoquée délibérément par Staline en Ukraine parce que les Ukrainiens se seraient opposés au régime communiste. Le maintien du mythe aujourd'hui sert à mousser l'hystérie guerrière contre la Russie. C'est habituellement l'occasion de répandre toutes

sortes de vieux mensonges anticomunistes qui trouvent leur origine chez les nazis pendant la Deuxième Guerre mondiale. Il sera intéressant de voir ce que diront les représentants officiels, les universitaires et les médias cette année pour dissimuler leur soutien à l'idée de faire du Canada un refuge pour les nazis et leurs collaborateurs qui répètent le mythe de l'Holodomor.

En date de juin 2023, seulement 34 des 193 pays membres des Nations unies reconnaissent ce qu'on appelle l'Holodomor, le dernier étant le Sénat italien le 26 juillet 2023. Évidemment, le Canada en fait partie.

Le terme Holodomor en ukrainien se traduit par « mort de faim ». Il fait référence à une prétendue famine touchant des millions d'Ukrainiens qui aurait été provoquée délibérément en 1932-1933 par les politiques soviétiques. Il est présenté comme le point culminant d'un assaut du Parti communiste et de l'État soviétique contre la paysannerie ukrainienne qui, prétend-on, résistait aux politiques soviétiques. Lorsqu'ils parlent de la paysannerie ukrainienne, ses promoteurs confondent toujours les koulaks, les paysans riches et les petits propriétaires fonciers, qui ont tous généralement joué un rôle réactionnaire, et la masse des paysans pauvres, dont beaucoup sont encore asservis, qui ont bénéficié de la Russie soviétique et l'ont rejointe dans la construction d'une nouvelle société.

En 2008, le gouvernement Harper a déclaré le quatrième samedi de novembre « Jour commémoratif de la famine et du génocide ukrainiens » pour commémorer l'Holodomor. Le gouvernement conservateur de l'Alberta a proclamé peu après le Jour commémoratif de la famine et du génocide ukrainiens (Holodomor) et d'autres provinces, dont le Québec, ont emboîté le pas avec des lois similaires et des événements annuels.

Le gouvernement Harper a créé une journée spéciale de commémoration du prétendu génocide, bien que sur les 193 pays qui existaient à ce moment-là, seuls 15 ont officiellement accepté de qualifier les événements dont il est question de génocide, c'est-à-dire une politique délibérée d'extermination d'une nation ou d'un groupe ethnique particulier. L'Ukraine, le Canada et les États-Unis sont trois de ces pays qui sont aujourd'hui au nombre de 34 et qui comprennent plusieurs pays d'Amérique latine que les États-Unis et le Canada ont amadoués. Aucun pays africain, asiatique ou arabe n'approuve la qualification de génocide de l'Holodomor. Le musée de l'Holodomor en Ukraine qualifie cela de « reconnaissance mondiale que l'Holodomor était un génocide ». Il est significatif qu'Israël, qui commémore bien sûr l'Holocauste, ne soit pas d'accord avec le fait que ce qui s'est passé en Ukraine soit qualifié de génocide. Ce n'est pas parce qu'Israël est un tant soit peu progressiste. Il aurait des préjugés contre toute utilisation du terme génocide qui, selon lui, déprécie l'Holocauste européen au cours duquel tant de personnes identifiées comme juives ont péri si horriblement.

De plus, aucun document officiel n'a jamais été produit pour confirmer que le gouvernement soviétique avait mené une politique délibérée de famine en Ukraine. En fait, en 1934 le ministère des Affaires étrangères de Grande-Bretagne a déclaré à la Chambre des Lords qu'il n'y avait aucune preuve pouvant soutenir les allégations contre le gouvernement soviétique concernant les pénuries alimentaires, en se basant sur le témoignage de Sir John Maynard, un expert renommé en matière de famine qui s'est en fait rendu en Ukraine au cours de l'été 1933. Parmi les autres personnalités connues de l'époque qui partageaient ce point de vue, citons le journaliste américain Walter Duranty, l'écrivain H. G. Wells, le dramaturge George Bernard Shaw et le président français Édouard Herriot.

Voici des extraits de l'entrée de Wikipédia sur le sujet. Ils sont intéressants parce qu'ils révèlent le profond anticomunisme qui imprègne toute la propagande de l'Holodomor. Wikipédia dit :

« Avec l'assentiment du Sénat canadien, la Chambre des communes a adopté la *Loi sur le Jour commémoratif de la famine et du génocide ukrainiens* (« l'Holodomor ») et reconnaissant la famine ukrainienne de 1932-1933 comme un génocide :

« 'Attendu que la famine et le génocide ukrainiens de 1932-1933, connus sous le nom d'Holodomor, ont été délibérément ourdis et déclenchés par le régime soviétique de Joseph Staline en vue d'anéantir systématiquement les aspirations du peuple ukrainien à la liberté et l'indépendance de l'Ukraine, et ont entraîné la mort de millions d'Ukrainiens en 1932 et 1933. [...] Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte que le quatrième samedi de novembre est, dans tout le Canada, désigné comme Jour commémoratif de la famine et du génocide ukrainiens et qu'il est entendu que le Jour commémoratif de la famine et du génocide ukrainiens (l'Holodomor').»

En arrivant au pouvoir en 2015, le gouvernement libéral de Justin Trudeau a poursuivi cette campagne de Stephen Harper avec des déclarations annuelles affirmant que la famine de 1932-1933 était un génocide systémique artificiel provoqué par le gouvernement soviétique, que des millions de personnes ont été tuées par la famine, qu'il s'agissait d'une tentative d'anéantir la nation ukrainienne et que c'est un autre exemple des souffrances causées par le communisme. Dans ces déclarations est également soulignée la contribution que les Ukrainiens ont apportée au Canada et que le Canada appuie les Ukrainiens et leur gouvernement. Ceux qui n'acceptent pas que la situation en Ukraine en 1932 et 1933 fut une famine créée artificiellement sont tout bonnement traités de « négationnistes » par les partisans de l'Holodomor, au même titre que les négationnistes de l'Holocauste.

L'idée d'une famine provoquée délibérément par le gouvernement soviétique est un mythe inventé par les nazis pour discréditer l'Union soviétique et lui enlever le grand prestige qu'elle avait acquis aux yeux des peuples du monde. Les faits montrent que s'il est vrai que l'Ukraine a connu des pénuries alimentaires importantes, notamment à cause de la longue campagne interventionniste des puissances impérialistes de 1918 à 1922, à laquelle ont participé des soldats canadiens, et des tentatives des vestiges du régime tsariste de mobiliser les paysans riches appelés koulaks contre la collectivisation de l'agriculture, il n'y a jamais eu de « famine artificielle » en Ukraine. Mark Tauger, professeur associé d'histoire à l'Université de Virginie-Occidentale, a effectué des recherches exhaustives et conclu que les difficultés en Ukraine étaient principalement dues à des facteurs naturels récurrents qui ont entraîné de graves réductions de la production agricole, notamment des sécheresses périodiques et la persistance de parasites et de maladies attaquant différentes cultures alors que les moyens de les combattre étaient encore en développement.



Affiche soviétique vers 1930 :
« Nous empêcherons les koulaks d'entrer »

Aujourd'hui, le mythe du génocide est ressuscité délibérément pour répandre la désinformation et dissimuler les crimes que commettent les impérialistes américains dans leurs efforts pour dominer le monde, avec les sionistes israéliens et leurs soutiens en Europe et en Amérique du Nord, incluant le gouvernement du Canada.

Les nazis ont créé le mythe du génocide ukrainien en 1933 pour discréditer l'Union soviétique, leur ennemi le plus redoutable. Ils ont publié des « nouvelles » à sensation dans les journaux allemands, qui ont ensuite été reprises par la presse réactionnaire britannique, notamment par Lord

Rothermere, propriétaire du *Daily Mail* de Londres, qui était un antisoviétique, un anticomuniste, un antisémite et un antiouvrier enragé. Ami d'Hitler et de Mussolini et sympathisant du parti fasciste britannique d'Oswald Mosley, Rothermere a envoyé plusieurs télégrammes de félicitations à Hitler avant l'invasion de la Pologne.

En septembre 1934, le milliardaire William Randolph Hearst, le plus grand éditeur américain de la « presse à sensation » et un sympathisant du nazisme, a rencontré Hitler et son ministre de la propagande nazie, Joseph Goebbels, et reçu des fonds en liquide pour promouvoir une image positive des nazis aux États-Unis. Les journaux de Hearst ont publié de nombreux articles payés par Adolf Hitler, Herman Goering et Benito Mussolini, et Randolph Hearst a assisté au grand rassemblement du Parti nazi à Nuremberg en 1934, dont Leni Riefenstahl a fait le film de propagande nazie notoire *Le triomphe de la volonté*.

Encouragés par les hitlériens, les journaux de Hearst sont aussitôt devenus les plus grands propagandistes du mythe du génocide et ont utilisé de fausses photographies et publié des mensonges qui ont été réfutés par des preuves solides à maintes et maintes reprises.



Le *Chicago American*, qui fait partie de la chaîne Hearst, fait la promotion d'un mensonge sur la famine ukrainienne, 3 mars 1935. Cliquez sur l'image pour l'agrandir.

La campagne calomniatrice de Hearst a commencé le 8 février 1935 avec un titre de première page, fabriqué de toutes pièces, dans le *Chicago American* : « Six millions meurent de faim en Union soviétique ». La vérité est qu'au début des années 1930, la révolution en Union soviétique entamait une nouvelle étape caractérisée par une intense lutte de classe au cours de laquelle les paysans pauvres sans terre se sont soulevés contre les riches propriétaires terriens, les koulaks, et ont entamé la collectivisation de l'agriculture. La collectivisation fut entreprise en conjonction avec la campagne d'industrialisation rapide de l'Union soviétique afin de répondre aux besoins des peuples soviétiques et de la défense de l'Union soviétique contre les agressions étrangères.

Les articles de la presse Hearst sont à l'origine du grand mythe au sujet de millions de morts en Union soviétique. Ce mythe a été repris par la CIA et le MI5, et après la guerre par les responsables de la chasse aux sorcières maccarthyste et des propagandistes payés, comme Robert Conquest, professeur de Stanford

et un ancien agent du MI5. Pendant des décennies, ces calomnies ont servi à dresser un portrait négatif du socialisme en URSS. Combattant ces fabrications, le syndicaliste canadien Douglas Tottle a publié en 1987 un livre bien documenté intitulé *Fraud, Famine and Fascism* dans lequel il expose systématiquement les mythes de l'Holodomor. Ce livre est disponible sur Internet, accessible à tout lecteur désireux d'enquêter les faits à ce sujet.

Le Canada a également signé les quatre déclarations conjointes des délégations à l'Assemblée générale des Nations unies reconnaissant et condamnant l'Holodomor. En 2019, le premier ministre Justin Trudeau a publié une déclaration officielle sur le génocide à l'occasion de la Journée commémorative de l'Holodomor :

« Aujourd'hui, nous nous souvenons des millions de personnes innocentes qui ont souffert et perdu la vie en Ukraine durant l'Holodomor.

« De 1932 à 1933, le régime soviétique totalitaire a lancé une campagne de famine en Ukraine. Des millions de personnes sont mortes et d'innombrables autres ont été arrêtées, déportées ou exécutées lors d'un génocide.

« Le peuple ukrainien a survécu à ces horreurs et est parvenu à protéger sa langue, sa culture et son identité. Des décennies plus tard, en 1991, les Ukrainiens se sont libérés du contrôle et de l'oppression soviétiques pour obtenir leur indépendance.

« Pendant trop d'années, les auteurs de l'Holodomor ont nié son existence et caché l'étendue de ces souffrances indescriptibles à la communauté internationale. Il incombe à chacun d'entre nous de veiller à ce que leurs histoires ne soient jamais oubliées. »

La Saskatchewan, le Manitoba, l'Alberta, l'Ontario et le Québec ont également adopté des lois reconnaissant l'Holodomor similaires à celles adoptées par le parlement canadien. L'assemblée législative de la Saskatchewan a reconnu l'Holodomor comme un génocide en 2008 avec l'adoption du *Ukrainian Famine and Genocide (Holodomor) Memorial Day Act* (loi sur la commémoration de la famine et du génocide ukrainiens). En 2019, elle a allumé une bougie commémorative pendant toute la durée de la semaine commémorative de l'Holodomor afin de commémorer les victimes de la famine et du génocide. Une statue intitulée *Bitter Memories of Childhood* (souvenirs amers de l'enfance) a été installée dans le parc entourant le bâtiment législatif de la Saskatchewan en 2015 pour commémorer les victimes de l'Holodomor. Après avoir assisté à la cérémonie d'allumage des bougies dans le bâtiment législatif, le ministre canadien Greg Ottenbreit a déposé une gerbe devant la statue.

L'information qui suit à propos de la Saskatchewan montre toute l'infamie de ce projet. En 2011, Greg Ottenbreit s'est prononcé contre le partage des revenus des ressources avec les Premières Nations, disant entendre que les membres des Premières Nations qui reçoivent une « aumône » la dépenseraient en drogues et en alcool. Ce commentaire a suscité des appels à sa démission de la part de la Fédération des nations indiennes de la Saskatchewan, qui a qualifié ces remarques de « très blessantes et très inappropriées ».

En octobre 2020, Greg Ottenbreit a partagé un message de l'Action de grâce du pasteur texan Ed Newton, un prédicateur américain qui a exprimé des opinions anti-LGBT et dont l'église considère l'homosexualité comme une dépendance. Il a également partagé des messages du pasteur John Hagee, un autre prédicateur qui a qualifié l'Église catholique romaine de « grande prostituée », a affirmé qu'Adolf Hitler accomplissait la volonté de Dieu, a promu des opinions conspirationnistes sur les juifs et a affirmé que l'ouragan Katrina était la punition de Dieu pour les droits accordés aux homosexuels. Greg Ottenbreit s'est dit intéressé par la théorie des « lunes de sang » de John Hagee, selon laquelle les éclipses lunaires coïncidant avec des fêtes juives déclencheraient une guerre en Israël et annonceraient le retour de Jésus Christ. Le fait est que la politique d'État ne doit pas être basée sur de fausses croyances idéologiques.



À titre d'information

Le mythe de la famine génocidaire en Ukraine

– Dr John Puntis –

En 1922, l'Union soviétique a connu une importante famine dans certaines régions à la suite des guerres d'intervention des puissances impérialistes qui voulaient écraser le nouvel État soviétique.

La famine est réapparue en 1933, surtout en Ukraine, mais pas exclusivement. Il existe deux versions totalement différentes de cette seconde famine. Une analyse objective montre qu'elle résultait d'une combinaison de mauvaises conditions climatiques et du sabotage par les paysans riches, les koulaks, dans leur lutte contre la collectivisation de l'agriculture. Or, les nationalistes ukrainiens soutiennent que la famine a été provoquée délibérément par Staline afin de briser le moral du peuple ukrainien et a entraîné des millions de morts inutiles, en fait la mort et la destruction d'une telle ampleur qu'elles éclipsent l'holocauste nazi.

La preuve documentaire produite pour appuyer cette affirmation est souvent endossée par des universitaires comme Robert Conquest ou James Mace de l'Université Harvard. Cette preuve est extrêmement faible et repose souvent sur des rapports discrédités de la presse américaine profasciste des années 1930, ou même sur des documents nazis. Malgré cela, elle continue de ressurgir, en particulier dans les années 1980, dans le cadre d'une tentative des nationalistes ukrainiens de commémorer le 50e anniversaire de la famine et en même temps d'alimenter la rhétorique de la guerre froide de l'ère Reagan.

Les mêmes vieilles photographies granuleuses apparaissent maintes et maintes fois, montrant censément les victimes de la famine en Ukraine, mais dans presque tous les cas elles ne sont accompagnées d'aucun document ou ne sont pas datées. Puis celles qui sont retraçables et documentées proviennent de collections de la famine de 1922 ou sont même de périodes antérieures. Rassemblées hâtivement dans le film *Harvest of Despair*, ces images ont été montrées à la télévision britannique, bien qu'elles aient été rejetées par plusieurs chaînes privées aux États-Unis en raison de leur manque flagrant d'objectivité.



Photos falsifiées de la promotion de l'Holodomor, provenant d'une exposition publique organisée à Sébastopol (Ukraine) en mars 2009 par le Service de sécurité de l'Ukraine. Les photos portaient une légende indiquant qu'elles provenaient de la famine supposée de 1932-1933, mais il a été prouvé que les trois photos de gauche étaient des photos de la dépression aux États-Unis et celle de droite étaient des photos de la Russie datant de 1921. (www.nr2.ru)

Les organisations nationalistes ukrainiennes au Canada et ailleurs continuent de propager la notion de génocide délibéré par la famine, tout en dissimulant soigneusement leurs origines antisémites,

pronazies et collaboratrices. Une recherche sur le Web pour « Famine et génocide ukrainiens » a donné 845 références à cette famine « provoquée par l'homme », comme d'habitude illustrées de manière graphique avec des images d'une époque antérieure. Dans cet exposé, je vais explorer le contexte de ces différentes affirmations et contre-affirmations en me basant sur l'excellent livre de Douglas Tottle sur le sujet[1].

L'escroquerie journalistique des années 1930

À l'automne 1934, un Américain du nom de Thomas Walker entra en Union soviétique. Après moins d'une semaine à Moscou, il a passé le reste de son séjour de 13 jours à voyager jusqu'à la frontière mandchoue, d'où il a quitté l'URSS pour ne jamais y revenir. Quatre mois plus tard, une série d'articles de Thomas Walker a commencé à paraître dans la presse Hearst en Amérique. Walker y est présenté comme « un célèbre journaliste, voyageur et étudiant des affaires russes qui a passé plusieurs années à voyager dans l'Union de la Russie soviétique ». Les articles décrivent une famine en Ukraine qui aurait coûté la vie à six millions de personnes et sont illustrés de photographies de cadavres et d'enfants affamés. Walker aurait passé clandestinement un appareil photo « dans des circonstances extrêmement difficiles et dangereuses ».

Louis Fischer, un auteur américain qui vivait à Moscou à l'époque, avait des soupçons. Pourquoi la presse de Hearst a-t-elle attendu dix mois avant de publier ces histoires sensationnelles ? Il a démontré qu'au cours de son court voyage en Union soviétique, Walker n'a même pas pu visiter les régions qu'il décrit et aurait photographiées. Il souligne également que les preuves photographiques de Walker étaient vraiment étranges : non seulement les images semblaient être d'une période antérieure de dix ans (Fischer pensait probablement à la famine de la Volga en 1921), mais elles contenaient un mélange de scènes prises en été et en hiver. Fischer a également indiqué que la récolte de 1933 en Ukraine avait été bonne.

Par la suite, certaines de ces images ont été identifiées comme étant des scènes de l'empire austro-hongrois et de la Première Guerre mondiale, et il s'est avéré que les journaux Hearst détéraient de vieilles images et les retouchaient à des fins de propagande. Certaines photos ont été publiées comme ayant été prises en Russie, et d'autres fois, la même photo était située en Ukraine pour des raisons évidemment politiques. Non seulement les photos ainsi que le voyage en Ukraine étaient une escroquerie, mais Thomas Walker lui-même était un escroc et un détenu évadé du nom de Robert Green qui avait purgé une peine pour contrefaçon. Lors de son procès à la suite de son arrestation, il a admis que ses photos utilisées dans les articles des journaux Hearst étaient des faux et n'avaient pas été prises en Ukraine, tel qu'indiqué. Malgré ces faits, ces mêmes photos sont celles utilisées dans les affiches de commémoration, sur les sites Web et dans le film *Harvest of Despair* (Moissons du désespoir).

La presse Hearst

Il va sans dire que la presse Hearst a poursuivi sa campagne sur la famine génocidaire malgré le fiasco de Walker. Ce n'est pas surprenant quand on considère que Hearst lui-même était connu par des millions d'Américains comme « le fasciste numéro un de l'Amérique ». (L'une des principales sources de revenus personnels de Mussolini au début des années 1930 provenait de son travail de correspondant pour la presse Hearst).

En 1934, Hearst a voyagé en Allemagne nazie et a rencontré Hitler. Après ce voyage, la presse Hearst a commencé à publier des articles sur la famine génocidaire en Ukraine. Le premier ministre français, Édouard Herriot, qui revenait récemment de son voyage en Ukraine, a déclaré qu'il n'avait vu aucune preuve de la famine.

À la suite des articles de Walker, Hearst a tenté de convaincre les Américains que l'Union

soviétique était une terre de famine absolue, de génocide et de cannibalisme. À l'époque, cela était souvent reconnu comme un sensationnalisme politique, mais au fil des ans, ces inventions se sont transformées en « preuves primaires ».

En soulignant ces caractéristiques de la campagne des années 1930 et les souvenirs sélectifs de ceux qui ont aidé la presse de Hearst à propager la thèse de la famine génocidaire, on peut mettre en lumière la nature de la campagne sur la famine génocidaire d'aujourd'hui.

Simultanément avec la publication d'articles à sensation de Hearst en 1935, la presse nazie en Allemagne et les journaux aux sympathies nazies ailleurs en Europe ont commencé à publier des récits similaires. C'est à cette époque que le livre *Human Life in Russia* du Dr Ewald Ammende a été publié. Ce livre a eu une influence durable sur ceux qui propagent le mythe de la famine génocidaire et il a été republié en 1984. Il ne cache pas son manque d'objectivité en rendant crédibles les correspondants de Hearst, les récits de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste, et en reproduisant les allégations de « voyageurs » et d'« experts » anonymes.

La plupart des preuves photographiques des théoriciens de la famine génocidaire peuvent être retracées soit dans le livre d'Ammende ou celui de Thomas Walker. L'origine des photographies n'est pas documentée, bien qu'il faille souligner qu'Ammende a participé à l'organisation de l'aide pour soulager la famine en 1921-1922. Les photos auraient été prises dans les rues et sur les places de Kharkov à l'été 1933, bien que seulement 10 sur 26 semblent montrer des scènes urbaines. Il n'y a pas de panneaux ou de points de repère pour les mettre en contexte.

Le livre *Human Life in Russia* contient des photos supplémentaires qui ne figuraient pas dans l'édition allemande. Le Dr Ditloff, directeur de la concession agricole du gouvernement allemand dans le nord du Caucase, aurait pris ces photos. On peut se demander comment un fonctionnaire nazi a pu se déplacer librement en Ukraine en prenant des photos, mais de toute façon, dans les publications ultérieures, les mêmes photographies sont soit non attribuées, soit attribuées à une source complètement différente. En fait, certaines photos ont été identifiées comme étant de la famine de 1922, et certaines montrent des scènes d'hiver alors qu'elles auraient été prétendument prises en été. D'autres publications utilisent les mêmes photos soit sans crédit, soit en les attribuant à Thomas Walker, malgré le fait qu'elles soient utilisées pour illustrer les événements de 1932-1933 et que Walker ait affirmé les avoir prises au printemps de 1934.

Il est clair que les preuves photographiques sont frauduleuses et ont été utilisées principalement dans le cadre d'une campagne visant à miner et à discréditer l'Union soviétique. Malgré cela, elles continuent à être utilisées encore actuellement.

La guerre froide

La campagne sur la famine génocidaire des années 1930 s'appuyait fortement sur des sources de droite douteuses et n'était pas acceptée par les historiens à l'époque, ce qui a conduit certains nationalistes ukrainiens à parler d'une conspiration prosoviétique, de gauche ou même juive, pour supprimer la vérité. Dans les années 1950, les nationalistes publièrent des livres comme *Black Deeds of the Kremlin* (Les sombres agissements du Kremlin) pour propager leur interprétation de l'histoire. Une section est consacrée aux allégations des nationalistes sur les exécutions de masse soviétiques dans les années 1930 à Vynnytsa. Découverts sous l'occupation nazie en 1943, les charniers ont été examinés par une commission nazie et utilisés dans des films de propagande. Le témoignage d'après-guerre des soldats allemands a cependant révélé qu'il s'agissait d'une propagande mensongère nazie et que les corps étaient ceux des juifs exécutés par les SS et les milices ukrainiennes.

Les horribles allégations de cannibalisme contenues dans le volume 2 de *Black Deeds of the Kremlin* ont mérité à ce livre le nom de « livre de recettes nationalistes ukrainiennes » !

Le jeu des chiffres

Les théoriciens de la famine génocidaire soulignent avec force que des millions de personnes sont mortes en Ukraine. Leur méthodologie, comme d'habitude, est très suspecte. Une « étude marquante » de Dana Dalrymple publiée dans *Soviet Studies* en 1964 arrive au chiffre de 5,5 millions basé sur la moyenne des estimations de 20 journalistes occidentaux. L'un d'eux est notre ami fictif Thomas Walker. Dalrymple affirme que Walker a fait son enquête après avoir quitté un voyage organisé et qu'il avait déjà passé plusieurs années à voyager en Russie.

Un chiffre similaire est également donné par l'archevêque de Canterbury, ce partisan enthousiaste d'Hitler qui avait tenté de soulever la question de la famine à la Chambre des lords en 1934 alors qu'en fait le Foreign Office affirmait qu'il n'y avait aucune preuve à l'appui des allégations contre le gouvernement soviétique. Inutile de dire que le témoignage de Sir John Maynard, un expert renommé de la famine qui a visité l'Ukraine à l'été 1933 et démenti les récits de la famine génocidaire, est rejeté par les nationalistes.



Massacre perpétré par les nazis à Vinnytsia, Ukraine, 1942

La campagne de la guerre froide a refait surface dans les années 1980 avec une publicité considérable et le soutien scientifique de l'Ukrainian Research Institute de l'Université Harvard, qui est depuis longtemps un centre de recherche anticomuniste. En 1983, le livre *The Ninth Circle*, publié pour la première fois par les nationalistes ukrainiens en 1953 a été réédité, édité et présenté par le Dr James Mace de Harvard. Un examen critique de ce livre le qualifie de « polémique dépourvue de toute documentation et dépourvue de toute valeur scientifique ». L'auteur, a-t-on souligné, ne donne aucun détail sur son activité pendant l'occupation nazie de l'Ukraine et ne fait aucun commentaire hostile à l'égard des nazis. Encore une fois, les falsifications de Thomas Walker sont utilisées comme illustrations, malgré le fait que l'auteur prétend avoir été témoin de la famine. L'« universitaire » Mace écrit au sujet du témoignage qu'« un journaliste américain comme Thomas Walker a écrit des comptes rendus factuels et détaillés de la famine fondés sur ce qu'il avait vu en Ukraine en 1933 ». Notez que le voyage de Walker est commodément antidaté à 1933 alors qu'il a eu lieu en 1934.

Une autre contribution à la littérature sur la famine génocidaire est celle de Walter Dushnyk *50 years ago : the Famine Holocaust in Ukraine* (Il y a 50 ans : l'Holocauste de la famine en Ukraine). L'auteur de l'avant-propos de ce livre est nul autre que Dalrymple. Les racines de Dushnyk remontent au mouvement fasciste européen d'avant-guerre, alors qu'il était actif au sein de l'Organisation des nationalistes ukrainiens. Encore une fois, un critique du livre commente : « au lieu d'être une analyse scientifique, ce document est une polémique vitriolique très chargée d'émotivité. En effet, il a peu à voir avec la science et manque incontestablement d'objectivité ». Une fois encore, les mêmes photographies truquées ou non documentées sont utilisées. Dushnyk calcule le nombre de morts dus à la famine en projetant une croissance démographique anticipée, basée sur le recensement de 1926, sur le recensement de la population répertoriée en Ukraine en 1939.

La différence est de 7,5 millions et cela devient donc le nombre de victimes de la famine. L'absurdité de cette méthode peut être démontrée en la transposant au Canada des années 1930 et en montrant que 25 % de la population de la Saskatchewan a disparu pendant la grande dépression. En fait, la population de l'Ukraine a augmenté en termes réels à partir de 1926, pour atteindre près de 3,4 millions en 1939. Alors qu'il est impossible de donner un chiffre précis pour le nombre de victimes de la famine, il a été démontré que les affirmations de personnes comme Dalrymple, Mace et Dushnyk sont des exagérations extrêmes fabriquées pour renforcer leurs allégations politiques de génocide.

La moisson de tromperie

La campagne sur la famine génocidaire a atteint son apogée en 1986 avec la publication du livre de Robert Conquest *Harvest of Sorrow* (Sanglantes Moissons) et le film produit par le comité de recherche sur la famine de l'Institut St Vladimir, *Harvest of Despair* (Moissons du désespoir).

Le film est plein de vieilles photos non documentées et s'appuie fortement sur des entrevues avec d'anciens nazis et des collaborateurs ukrainiens, ainsi que des transfuges de l'Union soviétique; même [le journaliste et satiriste] Malcolm Muggeridge y fait une courte apparition. Les producteurs du film ont apparemment visionné plus de 304 kilomètres de films pour n'en utiliser que 220 mètres. Au lieu de présenter des preuves documentées de la famine, ce qui est présenté est un montage de photos non documentées, y compris celles de Walker/Ditloff, de la famine de 1921-1922 et d'autres images de la propagande nazie. Avec un mépris total pour la vérité, certaines scènes sont empruntées aux films de la guerre civile et aux films soviétiques des années 1920. Essentiellement, il semble que les cinéastes ont fouillé dans les archives à la recherche de morceaux de vieux plans de guerre et de famine qui ont ensuite été insérés dans le film avec un grand effet subliminal, liés par une narration et entrecoupés d'entrevues partisans. Tout cela a été reconnu par plusieurs des participants, mais le film a été largement diffusé et salué, notamment par la télévision britannique. Les réalisateurs ont même reçu des subventions et un soutien logistique de l'Office national du film du Canada et d'un autre organisme public, Multiculturalisme Canada. Clairement, *Moissons du désespoir* n'est pas le documentaire objectif qu'il prétend être, mais plutôt un exercice de propagande grossier de la guerre froide.

Le livre de Conquest *Sanglantes moissons : la collectivisation des terres, la famine et la terreur* est devenu la meilleure tentative de légitimer la famine génocidaire. Les affiliations de droite de Conquest et ses négations de l'Holocauste sont maintenant bien connues. Conquest a travaillé pour l'Information Research Department, le service de désinformation des services secrets britanniques, dont les cibles privilégiées étaient « le tiers monde » et les « Russes ». Dans son livre précédent, *La Grande Terreur*, Conquest soutenait que cinq à six millions de personnes avaient péri dans la période 1932-1933, dont la moitié en Ukraine. En 1983, Conquest a augmenté ses estimations à 14 millions et prolongé la famine jusqu'en 1937 ! Ces révisions coïncidaient parfaitement avec les commémorations du 50e anniversaire de la famine.

Conquest présente les différentes cliques nationalistes qui ont occupé des parties du territoire de l'Ukraine pendant la Guerre civile russe et l'intervention étrangère comme des gouvernements authentiques. Les massacres de masse des juifs ukrainiens qui a eu lieu sous l'« indépendance » nationaliste en 1918-1919 est rejeté en trois mots. L'occupation nazie de l'Ukraine est présentée implicitement comme une interruption entre les périodes de « terreur » soviétique et la libération des nazis comme une « réoccupation » soviétique.

Il y a de nombreux exemples montrant que le livre de Conquest manque de rigueur scientifique. Il y a notamment le passage où il cite les articles d'un correspondant étranger qui s'avère être nul autre que Thomas Walker, l'homme qui ne fut jamais. Dans sa note de référence pour la citation, il change même la date de l'article de Hearst de 1935 à février 1933. Il convient de répéter les observations de l'historien américain J. Arch Getty sur la qualité de ce type de recherche historique

:

« De grandes généralisations analytiques ont été faites à partir de ragots de couloir entendus de seconde main. Les histoires de camps de prisonniers ('mon amie a rencontré la femme de Boukharine dans un camp et elle a dit') sont devenues des sources principales de la prise de décision politique centrale soviétique. La nécessité de généraliser à partir de détails isolés et non vérifiés a transformé les rumeurs en sources et a assimilé la répétition d'anecdotes à la confirmation. »

Alors que les historiens sérieux n'acceptent pas les oui-dire et les rumeurs comme des faits historiques, comparez ceci avec la position de Conquest selon laquelle « la vérité ne peut se répandre que sous forme de rumeurs » et « sur le plan politique, fondamentalement la meilleure source est la rumeur, bien qu'elle ne soit pas complètement infaillible ».

La famine

Pour ce qui est de la famine comme telle et de ses causes, de façon générale, les historiens de la droite tiennent peu compte des facteurs de la sécheresse et du sabotage de la collectivisation. Il est à noter que dans « Une histoire de l'Ukraine » par Mikhaïl Hrushevsky – que les nationalistes eux-mêmes reconnaissent comme « principal historien de l'Ukraine » – nous pouvons lire : « À nouveau, l'année de sécheresse a engendré des conditions agricoles chaotiques, et au cours de l'hiver de 1932-1933, une grande famine comme celle de 1921-1922 a balayé l'Ukraine soviétique ». Nulle part est-il mentionné dans les textes d'histoire que la famine était intentionnelle ou qu'elle ciblait les Ukrainiens et en fait on s'attarde davantage à la famine de 1921-1922. Il existe de nombreuses mentions de la sécheresse en Ukraine en 1931 et 1932. Même Ewald Ammende, dans son livre *Human Life in Russia*, parle des causes climatiques et naturelles de la famine.

Bien que la sécheresse ait été un facteur déterminant, la principale cause de la famine fut la lutte liée à la collectivisation des régions rurales pendant cette période. En 1928, il y avait des millions de petites fermes de paysans, l'ensemencement de trois quarts des terres se faisait manuellement, un tiers des terres agricoles étaient moissonnées à la serpe et à la faux, 40 % du battage était fait au fléau. Plus d'un quart des ménages ruraux n'avaient d'animal de trait ni d'instruments agricoles, et 47 % ne possédaient que des charrues. Le mouvement de collectivisation a été l'élément fondamental du premier plan quinquennal initié en 1929. La petite minorité de paysans riches, les koulaks, se sont opposés à la socialisation de l'agriculture et ont combattu la collectivisation par une campagne organisée de destruction à grande échelle. La lutte dans certaines régions comme l'Ukraine a atteint des niveaux de guerre civile. Des observateurs étrangers visitant le pays à cette époque ont constaté que l'opposition koulak a préféré massacrer son bétail et ses chevaux plutôt que de les voir collectivisés. De 1928 à 1933, le nombre de chevaux en Union soviétique a chuté de 30 à 15 millions, le bétail, de 70 à 38 millions, les moutons et les chèvres, de 147 à 50 millions. Certains koulaks ont incendié les propriétés des collectifs et ont même incendié leurs propres récoltes et semences. Un grand nombre de théoriciens de la famine génocidaire omettent de parler du sabotage des koulaks, mais d'autres en parlent avec enthousiasme pour souligner l'opposition à la planification soviétique. Aussi la famine a été aggravée par des épidémies de typhus qui ont sans doute coûté la vie à de nombreuses personnes. Dès 1933, il y a eu de bonnes récoltes, et d'énormes efforts ont été faits pour améliorer les fermes collectives et fournir de l'équipement mécanisé.

Les immenses augmentations de rendements agricoles et industriels qui ont suivi en Ukraine juste avant la Deuxième Guerre mondiale viennent contredire les allégations de 7 à 15 millions de personnes qui seraient mortes de faim à peine sept ans auparavant. Aussi, la résistance ukrainienne aux nazis et à leurs auxiliaires nationalistes ukrainiens fut exemplaire. Dans la région occidentale la plus importante de l'Ukraine, la loyauté était aussi active que massive. Il y avait plus d'un demi-million de guérillas soviétiques organisés, et quatre millions et demi d'Ukrainiens ethniques ont combattu dans l'armée soviétique. Dans les textes d'histoire nationalistes de l'Ukraine, ces faits sont

reconnus, et on peut difficilement imaginer comment une nation a réussi à mobiliser autant d'hommes d'âge militaire à la lumière des prétentions nationalistes au sujet de victimes de la famine. En réalité, pour la majorité des paysans, travailleurs et professionnels engendrés par ces classes, le système soviétique avait montré hors de tout doute ses avantages économiques et culturels.

Le seul endroit où les nationalistes ont trouvé une base quelconque pendant l'occupation nazie est ce qui avait été jusqu'en 1939 la Galicie polonaise. C'est là que les nazis ont recruté la plus grande partie de leur police fasciste et de leurs unités de SS. Une étude des événements sous l'occupation nazie en dit long non seulement sur l'appui populaire aux Soviétiques tel que manifesté par le peuple ukrainien, mais aussi sur le rôle joué par les nationalistes ukrainiens.

Collaboration et Collusion

En juin 1941, l'armée nazie est entrée à Lviv, la capitale de l'Ukraine occidentale avec en avant-garde le bataillon vêtu de l'uniforme nazi Nachtigall des nationalistes ukrainiens. Au cours des trois premiers jours de juillet, le bataillon Nachtigall a massacré 7 000 juifs dans la région de Lviv. Les écrivains, intellectuels et professionnels non-juifs hostiles au nazisme ont aussi été tués. Dans les huit premiers mois de l'occupation nazie, 15 % des juifs galiciens – 100 000 personnes – ont été massacrés lors d'opérations communes des Allemands et des nationalistes ukrainiens. Plusieurs milliers de nationalistes qui se sont enfuis en Allemagne et ailleurs suivant les armées nazies qui battaient en retraite ont dû cacher leur rôle criminel personnel et collectif dans l'holocauste et la trahison de leur pays. Les thèmes antisémites et fascistes sont profondément enracinés dans le mouvement nationaliste ukrainien. Les dirigeants des nationalistes ukrainiens étaient à la solde du Parti nazi avant qu'Hitler n'envahisse l'Union soviétique. Les bataillons de nationalistes ukrainiens furent formés en Allemagne avant la guerre et certains ont participé à l'invasion de la Pologne. Les détachements de volontaires des bataillons Nachtigall et Roland ont combattu aux côtés de l'armée allemande et plus tard en 1941 ont été organisés en bataillon de police qui a été déployé en Biélorussie. Bien que ces faits soient bien connus, les défenseurs de la famine génocidaire dépeignent les nationalistes comme ayant combattu à la fois contre Hitler et Staline et comme ayant joué en quelque sorte le même rôle que la résistance française. On déforme aussi le rôle de la 14e Waffen-Grenadier-Division SS Galicie (aussi nommé la Division Halychyna). Créée en 1943, la principale fonction de cette dernière a été de combattre brutalement les partisans. Même après le retrait de l'Allemagne de l'Ukraine, les nationalistes sont restés au pays pour saboter les lignes de ravitaillement soviétiques. Les troupes nationalistes ont servi Hitler en Ukraine, en Pologne, en Biélorussie, en Tchécoslovaquie, en Hongrie et en Yougoslavie. Les collaborateurs ukrainiens ont participé au massacre de centaines de milliers de personnes dans les camps de la mort de Treblinka, Sobibor, Yanowska et Trawniki. Voilà les lettres de créances « antinazies » de ceux que les nationalistes d'aujourd'hui voudraient



Cérémonie au drapeau de la Division SS Galicie, printemps de 1943

faire passer pour des « combattants de la libération nationale », des « héros du peuple ukrainien » et des « patriotes qui ont souffert pour une Ukraine libre ».

Après la guerre

À la suite de la victoire alliée contre l'Allemagne nazie, plusieurs collaborateurs ont cherché à fuir la justice et la rétribution en tentant de recommencer à neuf en Amérique du Nord ou ailleurs. Des agences de renseignement occidentales ont contribué à blanchir les collaborateurs nazis pour faire en sorte qu'ils puissent émigrer vers de nouvelles patries en échange d'une nouvelle collaboration contre la Russie. L'Organisation internationale des réfugiés et la Commission américaine des personnes déplacées ont d'abord jugé que les nazis ukrainiens ne devaient pas pouvoir obtenir de visas, ce qui n'a pas empêché les agences de renseignement américains de présenter l'Organisation de nationalistes ukrainiens comme ayant participé à la lutte antinazie. Cette falsification pure et simple a permis de persuader les autorités de l'immigration de changer d'avis. Grâce au blanchissage de collaborateurs de l'Europe de l'Est, ceux-ci ont trouvé du travail dans Radio Free Europe, Radio Liberty, Voice of America et dans des écoles où ils ont enseigné les langues de l'Europe de l'Est aux officiers des services de renseignement américains. Certains ont été entraînés pour mener des opérations de sabotage en Union soviétique et d'autres ont servi de témoins vivants de la « terreur communiste » pour le conditionnement psychologique du peuple américain dans la guerre contre l'URSS. Dans ce contexte, la « famine génocidaire » ukrainienne était une des nombreuses thématiques. Ultimement, il est devenu plus important pour les autorités de l'immigration aux États-Unis et au Canada de savoir si quelqu'un était un communiste plutôt qu'un collaborateur nazi.

Conclusion

Il y a plus de 65 ans, la falsification et la motivation politique de l'éditeur profasciste William Hearst ont été exposées par le journaliste américain Louis Fischer. En examinant la feuille de route de ceux qui propagent aujourd'hui la campagne de la famine génocidaire, on ne peut que s'arrêter à la conclusion de Fischer :

« La tentative est trop transparente et les mains trop entachées pour qu'elle puisse réussir. »

Le docteur John Puntis est médecin aux hôpitaux universitaires de Leeds NHS Trust, au département de gastroentérologie pour enfants.

(Traduit de l'anglais par LML)

Note

1. *Fraud, Famine and Fascism. The Ukrainian Genocide Myth from Hitler to Harvard*, Toronto, Progress Book, 1987. ISBN 0-919396-51-8)



Articles du professeur Mark Tauger

Le professeur Mark Tauger est l'un des érudits le plus éminent du monde en développement agricole en Union soviétique dans ses premières années. Il est professeur adjoint d'histoire à l'Université de la Virginie de l'Ouest. Il est l'auteur du livre publié en 2010, *L'agriculture dans l'histoire mondiale*. Ses observations sur l'agriculture soviétique – articles, chapitres et critiques –

peuvent être trouvées sur son site web à l'Université de la Virginie de l'Ouest. Nous proposons trois de ces écrits :

« [Stalin, Soviet Agriculture and Collectivization](#) », Chapitre six de *Food and Conflict in Europe in the Age of the Two World Wars*, publié par Frank Trentmann and Flemming Just, Palgrave Macmillan, 2006

« [Natural Disaster and Human Actions in the Soviet Famine of 1931-33](#) », (2001, 65 pages), *Carl Beck Papers No. 1506*, Centre d'études sur la Russie et l'Europe de l'Est (Université de Pittsburgh). Il s'agit de la seule étude qui décrit les causes environnementales sous-jacentes de la famine au cours de ces années.

« [The 1932 Harvest and the Famine of 1933](#) », *Slavic Review* 1991.



www.pccml.ca • redaction@pccml.ca